

Une soixantaine de personnes rendent hommage à Rémi Fraisse

Une soixantaine de personnes, militants écologistes, d'extrême-gauche ou simplement citoyens, se sont rassemblées hier soir devant la sous-préfecture de Cherbourg, pour rendre hommage à Rémi Fraisse, mort le week-end dernier dans les manifestations contre le barrage de Sivens.

On était bien loin des manifestations qui ont dégénéré lundi, à Nantes et Albi. Le rassemblement d'hier soir, devant la sous-préfecture de Cherbourg, faisait également suite au décès dimanche dernier de Rémi Fraisse, manifestant de 21 ans, lors d'affrontements avec les forces de l'ordre sur le site du barrage contesté de Sivens (Tarn). Mais contrairement aux événements nantais et albigeois, ponctués d'incidents, le rassemblement cherbourgeois s'est déroulé dans le calme.

Une soixantaine de personnes, principalement des militants écologistes ou d'extrême-gauche, ont répondu à l'appel lancé par Europe Ecologie Les Verts, Greenpeace et le Front de gauche notamment. « Il s'agit avant tout de rendre hommage à Rémi Fraisse, souligne Nicolas Vivier, d'Europe Ecologie, et maire-adjoint à Cherbourg-Octeville. Mais il faut aussi tirer les leçons de ce drame, à la fois au niveau du projet de barrage et au niveau politique. »



Trois jours après le décès du jeune militant dans le Tarn, des Cherbourgeois ont tenu à lui rendre hommage.

« Un climat de tension délibérée »

Ralph Lejantel, conseiller municipal Front de gauche, se dit également très touché par la mort du jeune étudiant. « Le

dernier manifestant décédé à la suite d'affrontements avec les forces de l'ordre, c'était Malik Oussekiine en 1986. On s'en rappelle encore. Je pense que la mort de Rémi Fraisse restera aussi comme une tache. » L'élue pointe ensuite du doigt

l'exécutif. « Il y avait eu un certain nombre d'alertes dans les semaines précédant le drame, concernant une montée de tension. Le gouvernement n'en a pas tenu compte, préférant renforcer son dispositif policier. Aujourd'hui, il est légitime de

demander des comptes. » Face aux personnes rassemblées, dont certaines tenaient une bougie à la main en hommage au jeune manifestant, c'est un militant d'Europe Ecologie Les Verts qui a pris la parole. « Quelles que soient les circonstances de ce drame absolu, qu'il appartienne à l'enquête de la justice de déterminer, nous nous associons à la douleur qui frappe la famille et les amis de ce jeune militant », a commencé Gérard Jungers. Avant, à son

tour, de s'en prendre aux autorités: « C'est une mort inacceptable, pour un projet aberrant. Le préfet et le gouvernement avaient déjà été alertés sur la gravité des incidents multiples, et sur l'attitude inutilement répressive de certaines forces policières au cours des semaines précédant le drame. » Gérard Jungers a poursuivi en évoquant « un climat de tension délibérée pour contrer un rassemblement qui se voulait

pacifique ». Le militant d'EELV a conclu en interrogeant: « Face à ces démonstrations de force policière disproportionnées, devenues trop fréquentes, doit-on se résigner devant la destruction de l'environnement pour des projets inutiles ? » Après l'intervention de Gérard Jungers, quelques personnes ont symboliquement déposé leur bougie le long du mur de la sous-préfecture. Toujours dans le calme.

A. R.



Gérald Jungers, militant d'Europe Ecologie Les Verts, a pris la parole.

Pas de demande de démission de Cazeneuve

Alors que plusieurs personnalités politiques, comme Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche), ont réclamé la démission du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, les élus locaux se sont montrés plus mesurés. « Je n'en fais pas une question de personne, souligne Nicolas Vivier, maire-adjoint à Cherbourg-Octeville. C'est une vraie question politique, car il y a des leçons à tirer de ce drame, mais pas une question de personne. » L'élue Europe Ecologie Les Verts estime d'ailleurs qu'« il y a toute une chaîne de responsabilités ». Ralph

Lejantel abonde dans le même sens, mettant en cause « l'exécutif » dans son ensemble. « C'est l'exécutif qui a failli, en ne tenant pas compte des alertes dans les semaines précédant la mort de Rémi Fraisse, et en mettant 48 heures à réagir après le drame. » L'élue Front de gauche vise d'ailleurs davantage le Premier ministre que l'ancien maire de Cherbourg-Octeville. « Le numéro de Manuel Valls, qui défend les forces de police alors que l'enquête est en cours, est insupportable. »

A. R.

11 novembre 2014
33^{es} Foulées
LA PRESSE
 DE LA MANCHE
 ser le sien
 ?
 les foulées
 de Rêves !
 famille, avec
 is, vos voisins...
 ves50@reves.fr
 tions : 06 26 93 32 23